

Le plus important, compte tenu de l'objet de la présente étude, est que la vérification était considérée comme un élément absolument essentiel de tous les accords et propositions de paix envisagés jusque-là. La méfiance des pays négociateurs, tout comme l'extrême réticence des États-Unis à traiter avec le régime de Managua, ont imposé la vérification comme condition « sine qua non » du progrès des pourparlers.

Le processus de Contadora a exigé beaucoup de temps et d'attention pour élaborer des accords provisoires qui traitent des éléments liés à la vérification des questions de politique et de sécurité, et qui donnent une assurance véritable de l'impossibilité de violations non détectées dont l'une des parties tirerait profit au détriment des autres. L'Accord d'Esquipulas II reconnaît l'importance capitale des éléments liés à la vérification politique et à la sécurité, mais il les confie carrément au groupe de Contadora même. Comme l'a déclaré un diplomate d'Amérique centrale : « Les questions de sécurité et de vérification sont un domaine où Esquipulas II n'a pas centramérisé le processus de paix ». Le Groupe de Contadora, les Nations Unies, l'Organisation des États américains et le Groupe d'appui de Contadora, devaient plutôt tous oeuvrer de concert à l'établissement d'une Commission internationale de vérification et de suivi qui ferait rapport sur les éléments de l'accord exigeant la vérification, c'est-à-dire les dialogues nationaux et les commissions de réconciliation, les cessez-le-feu et les amnisties, la démocratisation et les questions de sécurité ayant trait au soutien des forces irrégulières, ainsi que la question de l'utilisation abusive du territoire national comme base d'agressions contre les pays voisins.

Hélas, ce rôle de vérification a été de courte durée. Le premier rapport émis par la CIVS (l'acronyme espagnol de la commission), au début de l'année suivante, critique plusieurs des gouvernements concernés ce qui lui vaut, lors de la grande réunion subséquente des chefs d'État régionaux, d'être remerciée de ses efforts et tenue à l'écart. Par la suite, il n'y a plus d'activité de vérification et de suivi pour appuyer l'Accord d'Esquipulas II. L'importance de la mission de vérification reste évidente, cependant, pour tous ceux qui se donnent la peine de le constater. Lors des négociations de Sapoa, on sollicite la collaboration du Secrétaire général des Nations Unies et du Secrétaire général de l'OEA, ainsi que celle d'éminents membres du clergé, en vue de mettre en oeuvre un programme de vérification relatif au cessez-le feu, à l'amnistie, à l'aide humanitaire, à la réintégration des contras et au processus de démocratisation.

Les efforts ultérieurs dans le processus de paix consistent, bien entendu, en d'autres rondes de négociations qui aboutissent en février 1989 à l'Accord de Tesoro Beach et à celui de Tela, en août de la même année. L'élément le plus important de ces accords est la volonté de régler une fois pour toutes la question des contras, particulièrement au Honduras, et d'éliminer ainsi un obstacle capital aux négociations d'un accord global. En octobre 1989, l'altercation qui éclate entre